

Solutions solidaires: initiative

Acclimat'action, la carte d'une meilleure alimentation

Solutions solidaires dossier
TRIBUNE

Le projet collectif se déploie en Gironde, principalement sur la métropole bordelaise, pour un accès de tous et toutes à une alimentation de bonne qualité à un prix juste.



Le collectif Acclimat'action tente de concilier les contraintes d'une alimentation peu coûteuse et celles d'une alimentation saine. (Serge Lapouge /Biosphoto. AFP)

par Eva Tapiero le 25/1/23

Comment harmoniser les politiques écologiques et sociales ? Comment remettre la société dans une dynamique de progrès et de justice ? Rendez-vous pour deux journées de débats à la cinquième édition de [Solutions solidaires](#), les 1er et 2 février à Bordeaux, en partenariat avec le département de la Gironde.

Lorsqu'on parle d'alimentation, les enjeux environnementaux et sociaux sont régulièrement opposés. Manger mieux, oui, mais à quel prix ? Se nourrir à moindre coût, toujours oui, mais est-ce possible sans rogner sur la qualité ?

C'est cette incompatibilité apparente que tente de résoudre le collectif Acclimat'action, initié par VRAC (Vers un réseau d'achat en commun), en fédérant plusieurs associations. Le département, comme Bordeaux Métropole, fait partie des acteurs publics qui soutiennent l'initiative. Pour Justine Bosredon, chargée de mission pour le conseil départemental de la Gironde, «*c'est devenu une question politique ces dernières années. Avant, chaque problématique était traitée de manière séparée : question agricole, aide, repas collectifs, circuits courts. C'est l'enjeu global qui est à l'agenda politique désormais.*»

La première phase d'Acclimat'action consistait en une sensibilisation de la population. C'est à ce moment-là que [Cap-Sciences](#) s'est investi. Le lieu d'expositions et d'événements engagé dans la vulgarisation et la transmission de connaissances scientifiques a conçu, aux côtés de deux autres structures du collectif, quatre outils grand public.

«Les jeux ont été pensés de façon simple, notamment graphiquement, pour être mis en ligne et que toutes les associations puissent se les approprier», détaille Emeline Broussier, responsable communication. Parmi ces jeux, «le thermomètre» permet de comprendre l'impact de nos activités quotidiennes sur le climat en termes d'émission de gaz à effet de serre. «La cantine», nous plonge dans la peau de cuisiniers ou cuisinières d'un collège avec pour mission d'élaborer des menus *«à moindre coût économique et écologique»*, selon l'explication donnée sur le site.

La seconde phase du projet passe un cap dans l'ambition puisqu'il s'agit de préparer la création d'une sécurité sociale alimentaire sur le modèle de la sécurité sociale santé. *«Aujourd'hui l'aide fonctionne sur la charité, on se demande comment changer de paradigme en proposant un système pour permettre à chacun un droit équitable à une alimentation saine»*, poursuit Justine Bosredon. Concrètement, il s'agirait de mettre en place des caisses locales, financées par une cotisation. David Fimat, le porteur de projet, précise : *«Chacun cotiserait selon ses moyens et utiliserait selon ses besoins.»*

L'année 2023 sera consacrée à l'élaboration des règles de cette sécurité sociale d'un genre nouveau par des citoyens et citoyennes. Quarante personnes ont été choisies pour définir les conditions d'expérimentation. Avant de prendre les décisions, le groupe de volontaires va en premier lieu travailler *«pour acquérir une base commune de connaissance et faire groupe»* indique David Fimat. Des «rendez-vous locaux» sont également prévus pour prendre en compte la diversité des territoires. Si tout va bien l'expérimentation pourra avoir lieu au cours de l'année 2024.

La solidarité pose la question des frontières de la justice ou plutôt des problèmes de justice criants qui ne sont pas encore résolus.



Arbonne, dans le Pays Basque, en 2021. (Sarah Witt/Hans Lucas via AFP)

Le 25/1/23 par Fabienne Brugère, philosophe, présidente de l'Université Paris Lumières, Professeure à l'Université Paris8 Vincennes-Saint-Denis

Comment harmoniser les politiques écologiques et sociales ? Comment remettre la société dans une dynamique de progrès et de justice ? Rendez-vous pour deux journées de débats à la cinquième édition de [Solutions solidaires](#), les 1er et 2 février à Bordeaux, en partenariat avec le [département de la Gironde](#).

Pourquoi la solidarité prendrait-elle la forme d'un «prendre soin» ? On sait qu'elle lie des personnes de manière solide, qu'elle permet que des individus répondent pour d'autres au nom d'un tout. Les politiques de lutte contre l'exclusion se font au nom de la [solidarité nationale](#). Le collectif protège contre des risques de «désaffiliation» pour reprendre une expression du sociologue Robert Castel.

Notre actualité fait rupture à l'intérieur de la longue histoire du capitalisme. D'une part, la diffusion des idées néolibérales a réinvesti la responsabilité individuelle jusqu'à tenir que les personnes vulnérables doivent être elles-mêmes capables de faire avec ou de lutter contre. D'autre part, la montée des incertitudes et l'imminence des catastrophes – en particulier écologiques – nous habitent où que nous résidions. Les inondations, les glissements de terrain, les canicules, les feux de forêt mais aussi l'éco-anxiété font partie de notre quotidien. Et nous savons qu'en la matière nous sommes soudés dans un grand tout, la planète, dont nous devrions prendre le plus grand soin